

## "La Communauté européenne sous le choc" dans Le Monde diplomatique (Septembre 1989)

**Légende:** En septembre 1989, le mensuel français Le Monde diplomatique analyse les mesures prises par la Communauté européenne pour soutenir l'économie en transition des pays d'Europe centrale et orientale (PECO).

**Source:** Le Monde diplomatique. dir. de publ. JULIEN, Claude ; Réd. Chef RAMONET, Ignacio; PAUNET, Micheline. Septembre 1989, n° 426. Paris.

**Copyright:** (c) Le Monde Diplomatique

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/"la\\_communaute\\_europeenne\\_sous\\_le\\_choc"\\_dans\\_le\\_monde\\_diplomatique\\_septembre\\_1989-fr-4946b407-af54-4fb7-838d-a83bf95df392.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 05/12/2012

## La Communauté européenne sous le choc

« Il est impossible de réformer la pratique communiste existant actuellement en Union soviétique et en Europe de l'Est... Ce système doit être liquidé. » Celui qui s'exprime ainsi sur les ondes de la station américaine pour l'Europe de l'Est, Radio Free Europe (1), n'est pas un professionnel de l'anticommunisme, rescapé de la guerre froide, mais un membre du bureau politique du Parti socialiste ouvrier de Hongrie (PSOH) — appellation locale du Parti communiste, — M. Imre Pozsgay, candidat désigné à l'élection présidentielle prévue en 1990. Chaque jour en Hongrie, en Pologne et en Union soviétique sont ainsi jetés aux oubliettes de l'histoire de nouveaux tombereaux de ces dogmes qui, depuis 1945, avaient bétonné le pouvoir absolu du parti en URSS et dans son glaciaire.

Si ce bradage général indignait les dirigeants des partis communistes est-allemand, bulgare, tchèque, roumain et cubain, inquiets de l'avenir de leurs régimes et qui, pour certains (2), en sont réduits à interdire sur leur territoire la diffusion de publications soviétiques, il ne provoque pas, en Occident, la vague de triomphalisme à laquelle on aurait pu s'attendre. Le virage est pourtant impressionnant: exaltation de l'entreprise privée, programme de dénationalisations, appel massif aux capitaux extérieurs, importation et naturalisation des concepts financiers et des méthodes de management des pays capitalistes, ouverture d'une Bourse et d'une télévision privée (en Hongrie), acceptation du dollar comme seule véritable monnaie d'échange interne crédible, culte du profit — « Une entreprise socialiste est une entreprise qui fait des bénéfices », dit M. Leonid Abalkine, l'un des vice-premiers ministres soviétique (3), — retour au multipartisme... N'étaient-ce pas précisément les valeurs que, depuis des décennies, les démocraties libérales voulaient inculquer aux peuples de l'Est ?

La stagnation ou la débandade économique plus ou moins marquées selon les pays, et, dans le cas de l'Union soviétique, l'élargissement du gouffre technologique qui dans plusieurs secteurs-clés la sépare des Etats-Unis, du Japon et de la CEE, remettant ainsi en cause, à terme, son statut de deuxième puissance mondiale, ont déclenché ce qu'aucune « corbeille » des accords d'Helsinki n'aurait pu garantir: la mise en branle d'un procès de démocratisation.

Des économies à bout de souffle (Pologne, URSS) n'avaient plus d'autre choix qu'un appel d'air politique. Avec des conséquences imprévisibles: « Je ne suis plus certain de rien. Je ne crois plus à un ordre historique, ce à quoi j'avais pourtant cru pendant longtemps », admet M. Rezső Nyers, président du PSOH (4).

Voilà justement ce qui, dans les milieux dirigeants occidentaux, rend le triomphe modeste. Sans même parler d'une éventuelle déstabilisation généralisée de l'Europe de l'Est, voire de l'URSS, ni du spectre de la réunification allemande qui pourrait tenter une population de la RDA libre de ses choix, les gouvernements de l'Europe de l'Ouest, et en premier lieu ceux des Douze, ont déjà suffisamment de soucis à se faire.

Ils se trouvent en effet placés devant une responsabilité à laquelle ils ne s'étaient pas vraiment préparés: jouer les rôles de tuteur et de filet de sécurité pour la transition en douceur de la Pologne et de la Hongrie d'un régime d'économie administrative et de parti unique à un système où le marché jouera le rôle dominant et où la démocratie parlementaire retrouvera ses droits. Telle est la demande insistante des dirigeants de Varsovie et de Budapest, cautionnée par M. Gorbatchev. Tel est aussi le mandat confié à la Commission des Communautés européennes par le dernier sommet des sept pays les plus industrialisés tenu, à la mi-juillet, à l'Arche de la Défense.

### Le partage des dépouilles

A première vue tout paraît simple, et la batterie des aides impressionnante: la CEE accorde à la Pologne un secours alimentaire massif (770 millions de francs sur deux ans) et signe avec elle un accord de commerce et de coopération; les pays occidentaux, agissant bilatéralement, concèdent des crédits ou des dons importants (très loin, cependant, des 10 milliards de dollars que M. Lech Walesa réclamait pour la seule Pologne) pour des projets spécifiques; M. Bush promet à la Hongrie le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée; la Banque mondiale débloque des sommes considérables pour le développement agricole et industriel; les

banques commerciales et le Club de Paris sont invités à examiner avec bienveillance les demandes de restructuration d'énormes dettes extérieures en devises convertibles (39 milliards de dollars pour la Pologne, 17 milliards pour la Hongrie, etc.) (5). La mobilisation s'est effectuée en un temps record, bénéficiant d'une succession presque ininterrompue d'effets d'annonce provoqués en un mois (entre la mi-juin et la mi-juillet) par les voyages de M. Mitterrand en Pologne, de M. Jaruzelski à Londres, de M. Bush en Pologne et en Hongrie, de M. Gorbatchev en France, sans parler du sommet de l'Arche.

Mais l'Occident est très loin d'être quitte, les enjeux se situant bien au-delà d'une opération de sauvetage d'urgence, si nécessaire qu'elle soit. Le premier est de savoir quel prix l'Europe de l'Ouest est prête à payer pour que la Pologne et la Hongrie s'arriment à elle. Le second, qui en découle directement, est l'avenir même de la Communauté, simultanément et contradictoirement pressée de s'« ouvrir à l'Est » et, pour ceux qui ne voient pas en elle une simple zone de libre-échange, de se doter de politiques communes la différenciant des pays tiers.

On dit M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, enthousiasmé par la mission de coordination de l'aide occidentale à la Pologne et à la Hongrie confiée à son organisme: il y a là, déclarait-il récemment, « *un vrai supplément d'âme, l'occasion de faire preuve de cœur, et les gens le savent (6)* ». Mais les experts de Bruxelles connaissent mal le terrain: la première chose que fit le groupe de travail mis en place pour exécuter le mandat du sommet de l'Arche fut... « *de se mettre fébrilement en chasse de coupures de presse sur la Pologne et la Hongrie (7)* ». Même impréparation pour l'aide alimentaire; la politique des quotas laitiers, dont l'agriculture de montagne fait principalement les frais, et les primes à l'abattage du cheptel ont atteint leur objectif: les stocks communautaires sont aujourd'hui au plus bas. Au point qu'il n'est pas exclu que « *pour honorer ses engagements à l'égard des pays de l'Est, la CEE soit contrainte d'acheter au préalable - à quel prix ? - des denrées avant de les réexpédier vers la Pologne... (8)* ».

La facture sera lourde et les premiers résultats positifs longs à se produire. Il ne s'agit pas, en effet, d'injecter des capitaux ou du savoir-faire dans des économies préparées à les recevoir mais — et cela vaut pour la Pologne comme pour l'Union soviétique - d'aider à la création *ex nihilo* d'une véritable culture de l'initiative et de la production, ce qui implique au préalable le démantèlement d'un immense appareil bureaucratique n'ayant d'autre finalité que sa propre perpétuation. C'est dans les esprits que la mutation doit d'abord intervenir, et cela ne se décrète pas, même si, dans le meilleur des cas, l'évolution politique se poursuit sans soubresauts.

Il est donc logique que les aides occidentales, en dehors de la livraison de produits alimentaires cruellement nécessaires à la Pologne, se concentrent principalement sur des actions de formation et de partenariat. On ne s'étonnera pas que M. Bush ait débloqué 100 millions de dollars pour créer un « *puissant secteur d'entrepreneurs* » en Pologne et promis aux Hongrois soixante instructeurs du Corps de la paix (Peace Corps) pour développer l'enseignement de l'anglais, cependant que Londres offrait à Varsovie 43 millions de dollars pour la formation de managers d'entreprise.

Tout cela est certes indispensable, mais s'en tenir à ces types d'intervention serait lourd de dangers pour la cohésion interne des pays libérés du joug des petits chefs du parti et de l'administration. Il faut, en effet, que les Polonais - par aversion pour le général Jaruzelski — aient une vision idéalisée de l'Angleterre thatchérienne pour faire de la « Dame de fer » une de leurs idoles et du néolibéralisme la panacée. La libération des prix des produits alimentaires, décidée le 1<sup>er</sup> août à Varsovie, s'est traduite par une augmentation de 200 % de certaines denrées. Et ce n'est qu'un début... On peut s'attendre à ce qu'un autre type de société duale se mette en place à l'Est, la nomenclatura d'hier étant remplacée par une nouvelle classe d'entrepreneurs et de « golden boys » aux dents longues (9) qui auront appris de l'Occident les derniers raffinements du management et de l'« innovation financière » sans avoir rien oublié des perversions de systèmes où la plus ridicule des naïvetés était l'honnêteté.

Dans un premier temps, il est à prévoir que cette forme d'occidentalisation sera accueillie avec l'attrait de la nouveauté. Mais, lorsqu'il s'agira de trouver de nouveaux emplois pour les masses de fonctionnaires inutiles ou les innombrables employés et ouvriers en surnombre dans des entreprises désormais gérées avec la rationalité que l'on enseigne dans les business schools, le désenchantement risque d'être à la mesure des

folles espérances entretenues par l'adulation d'un Occident rêvé plus que connu. Or malheureusement — et les 15 millions de chômeurs, comme les 40 millions de pauvres de la seule CEE sont là pour en témoigner — l'Europe de l'Ouest n'a que peu de recettes à transmettre pour mener à bien cette gigantesque conversion.

C'est pourtant là un objectif tout aussi prioritaire que l'émergence d'une génération de cadres dynamiques et attentifs à la demande du marché. L'Europe mesure-t-elle bien la responsabilité qui lui incombe si elle ne veut pas prêter la main à la création de cohortes d'exclus, de déçus d'une démocratie fraîchement reconquise ?

Ce n'est pas là uniquement l'affaire des gouvernements et des institutions communautaires, encore moins des seuls industriels et banquiers. Pour ces derniers, les occasions d'affaires peuvent être nombreuses: rachat à bon compte de sociétés nationalisées, entreprises mixtes, délocalisation de productions pouvant ainsi utiliser une main-d'œuvre qualifiée et bon marché, etc. Autant, sinon davantage, que l'Asie du Sud-Est, le Maghreb ou les pays de la CEE les moins exigeants en matière de salaires et de droit du travail, l'Europe de l'Est deviendrait le paradis du dumping social. Avec, pour les entreprises qui s'y installeraient, la bénédiction des autorités (10) et, à l'Ouest, le certificat de bonne conduite s'attachant au renforcement des démocraties renaissantes... Aussi est-ce donc l'ensemble des forces politiques, syndicales et sociales qui devraient prendre la mesure de cette nouvelle donnée et, en liaison avec leurs homologues de Pologne, de Hongrie, de l'URSS et peut-être bientôt de Tchécoslovaquie, peser sur les arbitrages nécessaires. Faute de cette coordination — bien hypothétique quand on sait à quel point elle est déjà inexistante au sein de la CEE, — la conjonction d'intérêts entre des gouvernements de l'Est aux abois et des milieux d'affaires de l'Ouest à l'affût de profits sans risques sera irrésistible.

Dans une première phase — qui sans doute demandera plusieurs années, — la remise sur pied de la démocratie et de la production dans les pays de l'Est va peser en priorité sur l'Europe occidentale. Avec cette particularité que si des bénéfices rapides peuvent être réalisés par les entreprises privées, il faudra des fonds publics considérables — nationaux et communautaires — pour les efforts de création d'infrastructures, la formation, la reconversion, etc. Du moins si l'ambition communautaire dépasse la simple création de zones franches et vise à l'incorporation à part entière de sociétés disposant encore d'un tissu social point trop disloqué.

Mieux vaudrait donc que cette ambition soit clairement définie, débattue et chiffrée, afin que chacun sache exactement le prix qu'il aura à payer en termes d'impôts, d'emplois, de transfert de ressources.

### **Démocratie ou hypermarché ?**

Les choix, qu'ils fassent ou non l'objet de réels débats publics, auront une incidence directe sur la construction communautaire. La présidence française de la CEE, qui se terminera à la fin décembre, se voulait, entre autres, celle de l'Europe sociale et, d'une manière générale, celle de l'accélération des politiques communes, face à la vision thatchérienne d'une simple Europe des entreprises dont les partisans sont nombreux et influents dans tous les cercles dirigeants du Vieux Continent (11). Ce qui se passe actuellement à l'Est renforce indiscutablement la position de ces derniers — et avec des arguments d'une impeccable logique démocratique. Ils ont été parfaitement exposés par M. Holger Schmieding, chercheur à l'Institut de l'économie mondiale de Kiel: « *La pire des choses qui pourraient arriver aux pays (encore) socialistes de l'Est serait une dimension sociale de la Communauté dotée de réels pouvoirs. Toute centralisation de la politique sociale augmenterait les coûts directs et indirects de la main-d'œuvre dans les pays les plus pauvres de la CEE. Cela provoquerait l'exigence irrésistible de dispositifs protectionnistes de compensation à l'encontre des importations de produits à forte intensité de main-d'œuvre en provenance de pays tiers (12).* »

L'alternative proposée aux salariés de la CEE est donc simple: ou une Europe sociale ou la démocratisation de la Pologne et de la Hongrie, pour commencer. L'argumentation de l'économiste allemand ne s'arrête pas là. Il propose l'adhésion de Varsovie et de Budapest à l'Association européenne de libre-échange (AELE) (13), qui dispose déjà d'accords de libre-échange avec la CEE pour les produits manufacturés, et il demande que la liberté de circulation des personnes et des capitaux soit étendue aux pays de l'Association.

Le tableau est complété par le souhait d'« *une reconnaissance mutuelle des pratiques nationales et non d'une harmonisation nuisible* », tant à l'intérieur de la CEE qu'entre la CEE et l'AELE. On aura reconnu un véritable programme de démantèlement des politiques communes qui signerait l'arrêt de mort d'une intégration communautaire digne de ce nom. Nul doute que, pour faire avancer ces thèses, les libre-échangistes impénitents vont, du jour au lendemain, se convertir en « amis » de la Pologne et de la Hongrie.

Est-ce à dire que le problème ne se pose pas réellement ? Les demandes d'adhésion à la CEE officiellement formulées par le Maroc, la Turquie et l'Autriche, le grignotage permanent de ses « frontières » financières, tarifaires, techniques et fiscales avec l'AELE, fragilisent déjà la capacité de la Communauté à s'exprimer d'une seule voix. Ce qui se profile, si le débat reste circonscrit aux patronats et aux gouvernements, si le monde du travail ne prend pas conscience de la nécessité d'instances démocratiques capables de se mesurer aux forces financières et industrielles qui redécoupent à leur guise l'économie mondiale, c'est bien un simple hypermarché européen aux contours plus vastes que celui prévu pour 1993. L'Europe sociale, l'Europe des citoyens ? Déjà hypothétique dans le cadre communautaire actuel, elle deviendrait carrément utopique à vingt et un ou à vingt-trois. Car c'est uniquement si elle dispose d'assises irréversibles chez les Douze qu'elle pourra progressivement s'étendre à d'autres pays, des formules d'association et de coopération pouvant être trouvées avec ces derniers dans l'intervalle, sans remettre en cause l'existence d'un môle de progrès et de présence politique face aux autres grands. Egoïsme de « nantis » ? Non, prise de garanties pour l'avenir, au service de tous.

BERNARD CASSEN

- (1) *Le Monde*, 24 mai 1989.
- (2) C'est le cas, à ce jour, de la RDA et de Cuba.
- (3) *The Economist*, 17 juin 1989.
- (4) *Le Monde*, 25 juillet 1989.
- (5) Lire les articles de Philippe Lemaître dans *le Monde* du 26 juillet, 27 juillet et du 3 août 1989.
- (6) *Le Monde*, 3 août 1989.
- (7) « Poland learns the price of aid », *Financial Times*, 1<sup>er</sup> août 1989.
- (8) Eric Fottorino, « La CEE aura du mal à satisfaire les demandes alimentaires soviétiques », *Le Monde*, 22 juillet 1989.
- (9) Le nouveau numéro un hongrois, M. Reszö Nyers, président du PSOH, reconnaît : « *Il me semble par exemple inévitable que, dans une première phase, les réformes économiques amènent l'émergence d'une couche sociale très riche. Pour les plus défavorisés, c'est la politique sociale qui permettra de réduire les inégalités.* » (Déclarations au *Monde*, 25 juillet 1989).
- (10) L'URSS est disposée à aller très loin dans ce sens. Elle a ainsi proposé à la RFA l'établissement d'une zone franche soviéto-allemande combinée avec la création d'une nouvelle république pour les Soviétiques d'ascendance allemande à Kaliningrad, près de la mer Baltique. La nouvelle entité constituerait une enclave dans la République de Russie (voir *Financial Times*, 31 juillet 1989).
- (11) Lire Bernard Cassen, « L'Europe minimale de Mme Thatcher », *le Monde diplomatique*, juin 1989 et l'ensemble de la série « Une certaine idée de l'Europe », *le Monde diplomatique*, septembre 1988 à mai 1989.
- (12) Holger Schmiedling, « The EFTA option for Eastern Europe », *Financial Times*, 2 août 1989.
- (13) L'AELE regroupe les pays suivants: Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Suède, Suisse.